



LA CONVENTION EUROPÉENNE

LE SECRETARIAT

Bruxelles, le 21 octobre 2002 (31.10)
(OR. en/fr)

CONV 356/02

WG VII 8

NOTE

du:	Secrétariat
au:	Groupe de travail VII "Action extérieure"
Objet:	Note de synthèse de la réunion du 15 octobre 2002

I. Ouverture de la réunion et remarques préliminaires de la présidence

1. Le vice-président Dehaene (qui assure la présidence du groupe) a exposé les résultats de la réunion précédente en se référant au document CONV 342/02 (note de synthèse de la réunion) et a ouvert le débat sur l'efficacité de l'action extérieure de l'Union en soulignant qu'un processus approprié de prise de décision et des procédures de mise en œuvre adéquates ainsi que la disponibilité de ressources financières et humaines constituent des éléments essentiels pour une poursuite efficace des objectifs politiques et économiques de l'UE sur la scène internationale. Pour ce qui est de la prise de décision dans le domaine de la PESC, il a invité les membres à réfléchir à une éventuelle extension du VMQ et à une meilleure utilisation de l'abstention constructive et de la coopération renforcée. Il a en outre recommandé au groupe d'examiner à quel niveau et de quelle manière l'efficacité de tel ou tel domaine de l'action communautaire pourrait être encore amélioré.

II. Exposé de M. Javier Solana, Secrétaire général / Haut représentant

2. M. Javier Solana a décrit les principales tâches et activités dont il s'est occupé depuis sa nomination en tant que Haut Représentant il y a trois ans; il a présenté les avancées politiques et institutionnelles dans le domaine de la PESC et de la PESD, a exposé les enseignements qui peuvent être tirés de l'expérience acquise jusqu'à présent et présenté un certain nombre de suggestions visant à renforcer l'efficacité dans le domaine de la PESC.¹

¹ N.B.: le texte de l'intervention de M. Solana a été diffusé dans le document WD 8 – WG VIII.

3. Le Haut Représentant a confirmé que la volonté politique constitue un élément clé dans la PESC et que les acteurs de l'UE devraient intensifier leurs efforts pour encourager la convergence de vues et l'élaboration de positions communes. La volonté politique et l'accord entre les États membres ont ouvert la voie à une action efficace du Haut représentant sur la scène internationale. Il a souligné qu'il importe d'assurer une continuité dans la politique extérieure et a indiqué que, dans le domaine de la diplomatie, le succès dépend souvent des contacts personnels et de la confiance mutuelle entre les interlocuteurs. Une action efficace sur la scène internationale requiert la capacité de réagir rapidement aux événements internationaux. Les décisions, notamment dans des situations de gestion de crises, doivent être prises en temps réel. La possibilité d'envoyer des envoyés spéciaux / représentants spéciaux est particulièrement importante à cet égard. Une répartition claire des fonctions et des responsabilités dans le domaine de l'action extérieure est indispensable ainsi qu'une coopération étroite entre les différents acteurs, notamment le Haut représentant et le Commissaire chargé des affaires extérieures. À cet égard, il a rappelé la coopération et les relations excellentes instaurées avec M. Chris Patten. Le Haut Représentant a ajouté que la solidarité entre les États membres et la mise en commun des ressources en vue de réaliser un objectif commun étaient importantes pour l'efficacité et la crédibilité de l'action extérieure de l'UE. L'UE ne devrait pas hésiter à affronter les questions sensibles. Enfin, le Haut représentant a insisté sur l'importance cruciale que revêt, aux fins de promouvoir les vues de l'UE sur la scène mondiale, la coopération avec les organisations internationales et les principaux partenaires de l'UE.
4. Le Haut Représentant a proposé un certain nombre de mesures visant à renforcer l'efficacité de la PESC, dont certaines impliquent des modifications du traité. Il s'agit notamment de: renforcer le rôle du Haut Représentant dans le domaine de la représentation extérieure; conférer au Haut représentant un droit d'initiative; prévoir une présidence permanente pour le Conseil "Affaires extérieures"; étudier les moyens d'étendre le recours au VMQ et d'améliorer le recours à l'abstention constructive et à la coopération renforcée. En outre, il a souligné les avantages que l'on pourrait tirer d'une mise en commun des compétences en matière diplomatique provenant des différentes sources et a préconisé un recours accru aux diplomates détachés dans les institutions de l'UE, notamment au Secrétariat du Conseil, ce qui contribuerait à réduire les divergences, renforcer la confiance mutuelle et accroître la capacité globale d'analyse des politiques mises en œuvre et l'échange d'informations. Pour ce qui est du financement de la PESC, il a préconisé un système qui corresponde, tant en termes de volume que de flexibilité, aux ambitions et aux objectifs politiques de l'UE sur la scène mondiale.

5. Les membres du groupe se sont félicités de l'intervention du Haut représentant, ont exprimé leur soutien à l'égard de ses propositions et ont demandé quelles étaient ses vues concernant, entre autres, une éventuelle séparation entre les fonctions de Haut Représentant et celles de Secrétaire général du Conseil, la question d'un président permanent du Conseil européen, la fusion éventuelle des fonctions de Haut représentant et de commissaire chargé des relations extérieures, les questions financières et la responsabilité financière, la mise en commun des ressources et l'instauration de la confiance.
6. Pour ce qui est de la prise de décision dans le domaine de la PESC, le Haut Représentant a déclaré que la nature spécifique de la politique étrangère (elle n'est pas tangible, elle a un caractère sensible, elle n'est pas mesurable, elle est au cœur de la souveraineté) fait qu'il est très difficile d'envisager de prendre des décisions en recourant à un vote. Cela est d'autant plus vrai lorsqu'un déploiement de personnel doit intervenir. Toutefois, le risque d'inertie étant appelé à s'accroître dans une Europe élargie, il existe un besoin réel de rechercher des solutions qui permettraient au système de continuer à fonctionner. Il faut explorer davantage les possibilités offertes par le VMQ, l'abstention constructive, la coopération renforcée. Un sens plus aigu de la solidarité doit être instauré entre les États membres.
7. En ce qui concerne le lien établi entre les fonctions de Secrétaire général du Conseil et celles de Haut représentant, M. Solana a rappelé les raisons pour lesquelles il avait été décidé à Amsterdam de lier les deux fonctions: éviter de créer une nouvelle administration, placer les ressources humaines sous l'autorité du Haut Représentant et consacrer la fonction de Haut représentant dans le triangle institutionnel. Il ne recommanderait pas de découpler les deux fonctions.
8. Le Haut représentant a indiqué qu'il n'avait pas de position arrêtée quant à l'idée de prévoir un président permanent du Conseil européen: il estime toutefois qu'il conviendrait de recenser les tâches autres que celles d'interlocuteur au niveau politique le plus élevé.
9. Concernant une éventuelle fusion des fonctions de Haut représentant et de Commissaire chargé des relations extérieures, il a fait observer que, outre les difficultés pratiques découlant du fait qu'une seule personne devrait pourvoir aux deux postes, une telle fusion serait en contradiction avec le principe de collégialité de la Commission. Ce dont la l'Union a besoin, c'est d'une répartition claire des fonctions et des responsabilités entre les deux ainsi que de

mécanismes de coopération permettant de renforcer les synergies et de tirer profit au maximum des avantages que peuvent offrir les deux postes. Il a recommandé, d'un côté, de réfléchir à la fusion des services lorsque c'est possible, pour ce qui est, par exemple, des bureaux de Genève (à placer sous l'autorité de la Commission) et de ceux de New York (à lier au Haut Représentant) et, de l'autre, de mieux utiliser les ressources mises en commun entre les institutions et avec les États membres.

10. Pour ce qui est du financement de la PESC, le Haut représentant a indiqué que la situation était parfois source d'embarras et de frustration. Des fonds importants sont disponibles au titre du budget communautaire pour le financement des relations extérieures mais il est clair que les moyens financiers nécessaires pour étayer les décisions PESC sont insuffisants. Un nouveau système de financement est nécessaire, qui soit en mesure de fournir des fonds suffisants, de permettre des déboursements rapides et d'assurer la responsabilité financière.

III. Exposé de M. Pascal Lamy, membre de la Commission européenne

11. M. Lamy, membre de la Commission, a décrit les expériences acquises et les enseignements tirés dans le domaine de la politique commerciale commune; il a exposé les raisons pour lesquelles on a estimé que celle-ci était un succès et a proposé d'apporter d'autres améliorations éventuelles. Enfin, il a présenté ses vues sur la manière d'accroître la légitimité et l'efficacité de l'action extérieure de l'Union ².
12. De l'avis du membre de la Commission, les éléments qui ont permis la réussite de la politique commerciale commune sont au nombre de trois: l'existence d'une volonté politique d'agir de concert dans le cadre de compétences communautaires; un processus de prise de décision équilibré et efficace avec une répartition claire des compétences et un dialogue permanent entre la Commission et les États membres; et une plate-forme politique commune qui a permis la création et la promotion d'une doctrine européenne de politique commerciale fondée à la fois sur l'ouverture et sur la réglementation.

² N.B.: le texte intégral de cette intervention figure dans le document WD 10 – WG VII.

13. Le système se fonde sur la méthode communautaire, qui a permis d'instaurer la confiance mutuelle et qui a très bien fonctionné. Néanmoins, il est encore possible d'y apporter des améliorations. En premier lieu, il conviendrait de réduire encore les exceptions au VMQ. L'unanimité est encore d'application dans les domaines des services, des investissements et de la propriété intellectuelle. Il s'agit là d'un obstacle majeur pour les nouveaux accords que l'Union (élargie) sera appelée à conclure au cours des prochaines années dans le cadre de l'OMC ou au niveau bilatéral (par exemple avec le Mercosur), en raison du fait que les négociations commerciales concernent en fait, de plus en plus, des domaines qui ne sont pas couverts par le VMQ et, de moins en moins, les échanges de marchandises ou la réduction des barrières tarifaires. Le membre de la Commission a exprimé l'espoir que la Convention recommande la généralisation du VMQ, y compris en ce qui concerne les aspects extérieurs de certains domaines d'action qui relèvent de la compétence communautaire (par exemple l'environnement). Le membre de la Commission a déclaré par ailleurs que les accords mixtes ont une incidence sur la crédibilité de l'Union en raison du risque de retard inhérent au processus de ratification.
14. En second lieu, M. Lamy a souligné que la sensibilité politique qui entoure les questions commerciales et le rôle central qu'elle jouent dans le débat sur la mondialisation font qu'il est nécessaire d'attacher une plus grande importance à la visibilité et à la légitimité des actions de l'UE dans ce domaine. À cet égard, M. Lamy a plaidé en faveur d'une participation accrue du PE au processus de prise de décision, d'une plus grande transparence dans les travaux du Conseil et d'un dialogue plus structuré avec la société civile.
15. Pour ce qui est de l'action extérieure en général, le Commissaire Lamy a mis l'accent sur le fait que, pour que l'Union puisse mener une politique extérieure efficace et crédible, il faut d'abord qu'il y ait une volonté politique d'agir de concert sur la scène internationale ainsi qu'une plate-forme idéologique commune. Si nous voulons que l'Union se dote d'une politique extérieure cohérente, et qu'elle puisse recourir à l'ensemble des instruments disponibles, nous devrions abolir la structure en piliers et regrouper les compétences sous un chapeau unique. Selon M. Lamy, un large consensus s'est dégagé sur les principes et les objectifs de la politique extérieure de l'UE, mais il est essentiel de procéder à un débat approfondi avant que des valeurs communes ne soient transposées dans une véritable politique commune. L'élaboration d'une politique commune dans tous les domaines de l'action extérieure pourrait se faire de manière progressive mais elle devrait conduire le moment venu à une approche unique en matière de prise de décision avec un rôle central pour la Commission en qualité de représentant et de défenseur de l'intérêt commun (une simple coordination des positions n'est pas suffisante). Cela englobe l'action et la représentation au sein des enceintes multilatérales. Il a reconnu que des modalités différentes pourraient être nécessaires pour les questions relatives à la sécurité et à la défense.

16. Les questions ci-après ont été soulevées au cours du débat. Répondant à une question sur les modalités de représentation au sein de la Banque mondiale, du FMI et du G7/G8, le Commissaire a précisé que l'UE pourrait, en principe, désigner un représentant au conseil des gouverneurs des deux premières de ces enceintes alors que, pour ce qui est de la troisième, le président de la Commission s'est exprimé sur les questions communautaires. Répondant à une question quant à l'identité de la personne qui serait le porte-parole unique de l'UE, M. Lamy a indiqué qu'il était essentiel que l'UE soit représentée par quelqu'un qui ait la confiance des États membres et il a rappelé la proposition faite par la Commission dans sa communication de mai dernier. Il a fait part de ses doutes quant à l'idée d'un président permanent du Conseil européen en raison des questions de responsabilité politique qu'elle soulève.
17. Répondant à une déclaration selon laquelle il existe une différence nette entre, d'un côté, la gestion des crises / la diplomatie et, de l'autre, les négociations commerciales, le Commissaire a dit que les situations de crise étaient également traitées dans le cadre de la politique commerciale, et que la différence était une différence d'intensité. Le Commissaire a estimé qu'il était possible d'extrapoler, en se fondant sur l'expérience acquise dans la politique commerciale commune et en l'appliquant à d'autres domaines. Il a considéré qu'il n'était pas utile de distinguer entre domaines d'action "tangibles" et "non tangibles".

IV. Exposé de M. Poul Nielson,, membre de la Commission européenne

18. Le Commissaire Nielson a décrit l'action de la Communauté dans le domaine de la politique de développement et a présenté ses vues sur le développement de l'action extérieure de l'UE.³
19. M. Nielson a rappelé que l'UE (Communauté et États membres) est le premier fournisseur au monde d'aide publique au développement (APD) (plus de 50 % de l'aide) et que la Communauté contribue à elle seule pour 10 %. La Commission/Communauté a centré son aide sur six domaines prioritaires: commerce et développement, intégration régionale, politiques macro-économiques et secteurs sociaux, transports, sécurité alimentaire et

³ N.B.: Le texte intégral de l'intervention de M. Nielson figure dans le document WD 9 – WG VII.

gouvernance. Selon le Commissaire Nielson, la valeur ajoutée de la coopération au développement au niveau européen réside dans sa diffusion mondiale (elle est présente dans tous les pays du monde) et dans le fait qu'elle fournit aux anciennes colonies un partenaire et non plus un "tuteur" comme autrefois. Il a regretté que la politique de coopération au développement ne soit pas contraignante pour les États membres et que, souvent, elle ne soit pas suffisamment coordonnée avec d'autres politiques communautaires.

20. Le Commissaire a adressé à la Convention la recommandation suivante: la politique de développement devrait répondre à des objectifs stratégiques allant du moyen au long terme (à la différence de l'agenda de la politique étrangère, qui est à court terme), sur la base de stratégies régionales par pays; les États membres devraient assurer une plus grande coordination, y compris dans le cadre multilatéral; le F.E.D. devrait être intégré au budget de l'UE; les modalités de la coopération avec les ACP / l'accord de Cotonou devraient être modifiées (prévoir une personnalité juridique ouvrirait la voie à la simplification et à la rationalisation).
21. L'aide humanitaire de la CE a atteint 500 millions d'euros et des actions ont été menées dans 60 pays (ce qui représente 25 % de l'aide humanitaire mondiale). L'aide humanitaire cumulée de la CE et des États membres a représenté 50 % de l'aide humanitaire mondiale. M. Nielson a cité la répartition des charges et l'impartialité politique comme étant les avantages d'une aide humanitaire dispensée au niveau de l'UE. Il a mis en garde contre les tentatives de lier l'aide humanitaire à des considérations de politique étrangère (y compris la prévention des crises / la gestion des crises).
22. Le Commissaire Nielson a également présenté ses vues concernant les relations extérieures de l'UE en général et a indiqué que la nature intergouvernementale de la politique étrangère et de sécurité n'a pas donné les résultats escomptés. La question fondamentale est de savoir si l'UE souhaite être un véritable acteur sur la scène internationale. Dans l'affirmative, elle a besoin d'un système différent et de meilleurs instruments. M. Nielson a rendu compte des discussions récentes sur l'Érythrée et le Zimbabwe au cours desquelles les procédures de prise de décision de l'UE ont, selon lui, fait apparaître un manque de clarté, de cohérence et d'efficacité. Il a recommandé d'apporter, à l'avenir, les modifications suivantes: il devrait y avoir un centre de gravité dans l'action extérieure qui maîtrise l'initiative politique et peut faire appel à tous les instruments; le Haut Représentant doit disposer du droit d'initiative et devrait "être lié" / faire partie de la Commission; il faudrait supprimer le rôle de l'unanimité dans le domaine de la PESC et le remplacer par le VMQ (excepté pour la défense); prévoir un contrôle de toute l'action extérieure par le PE ainsi que par la Cour des comptes.

23. Un membre du groupe a demandé comment un Haut Représentant faisant partie de la Commission pourrait gagner la confiance du Conseil et comment la charge de travail pourrait être organisée. Le Commissaire a répondu que ce ne serait pas impossible puisque le Président de la Commission, par exemple, a aussi la confiance des deux institutions. Il a ajouté que, si les États membres avaient la volonté d'apporter une clarification, de rendre le système plus rationnel et de prévoir une responsabilité accrue, il serait certainement possible de trouver une solution concernant l'architecture.

V. Intervention de M. Pierre de Boissieu, secrétaire général adjoint du Conseil de l'Union européenne

Après avoir rappelé l'évolution historique ayant mené, après 1989-1990, aux traités de Maastricht et d'Amsterdam, M. de Boissieu a rappelé la distinction entre :

- le premier pilier, qui constitue l'ensemble des compétences d'attribution, donc limitatives, conférées à la Communauté par les États membres avec le cadre de leur exercice, la définition de la structure institutionnelle et leurs moyens d'actions, et
- le second pilier qui est la possibilité pour les États membres de gérer de manière complémentaire les compétences qu'ils ont voulu garder pour eux, à savoir toutes les compétences qui n'ont pas été transférées à la Communauté. Le second pilier a donc introduit une obligation de coopération sans limite dans ce qui demeure de la compétence des États.

Le centre de gravité instrumental du deuxième pilier est la stratégie commune, qui a pour but, par rapport à un objectif déterminé, limité dans le temps, de mettre ensemble les instruments des États. M. de Boissieu a rappelé qu'alors que la stratégie commune était prévue pour permettre la majorité qualifiée pour sa mise en œuvre, le recours à la majorité qualifiée n'a jamais eu lieu. Le mécanisme prévu par le traité veut que l'action commune décidée par le Conseil européen définisse les moyens communs et organise une certaine forme de répartition des rôles en fonction des problèmes que rencontre chaque État et du rôle qu'il veut jouer. Cependant, l'article 14 para. 4 TUE qui prévoit que "le Conseil peut demander à la Commission de lui présenter toute proposition appropriée relative à la politique étrangère et de sécurité commune pour assurer la mise en œuvre d'une action commune" n'a jamais fait l'objet d'aucune application concrète.

M. de Boissieu a souligné que le traité n'a pas été mis en œuvre sur ce point et qu'en conséquence, la plupart des actions extérieures de l'Union ont été basées sur l'article 308 TCE alors que celui-ci concerne le fonctionnement du marché commun.

M. de Boissieu a ensuite souligné le manque de contenu des actions et stratégies communes.

Relativement au financement, M. de Boissieu a rappelé que le Conseil était soumis au contrôle de la Cour des comptes et que son budget était soumis à la décharge du Parlement européen avec cependant, depuis 1970, un accord entre le Parlement et le Conseil qui prévoit qu'aucune des ces deux institutions ne remet pas en cause l'état prévisionnel administratif de l'autre.

M. de Boissieu a expliqué qu'en 1990, le poids du Conseil, dans l'ensemble des dépenses administratives de la Communauté était de 10% environ. Après la mise en œuvre de la PESC et du troisième pilier, il est maintenant de 8,5%. Le Conseil dispose de 350 agents "A" après l'effort qui a été fait pour mettre sur pied les "équipes Solana". La Commission dispose, pour sa part, de plus de 6.000 agents "A".

Il a constaté que le financement selon des clés particulières par les États membres n'a pas joué et a demandé aux membres du groupe de travail d'y réfléchir, considérant que si nous voulons agir en commun, il ne faut pas que certains États membres aient à supporter des charges financières considérablement plus lourdes que les autres.

M. de Boissieu a ensuite rappelé que le budget propre PESC est de 35 millions d'Euro en vertu de l'accord interinstitutionnel entre le Parlement, le Conseil et la Commission, ce qui est peu comparé aux autres dépenses des institutions.

Il a réaffirmé qu'en ce qui concerne les dépenses opérationnelles affectées à la PESC mises à la charge du budget de la Communauté, leur gestion devait rester entre les mains de la Commission, le Conseil ne revendiquant aucune compétence exécutive. Cependant, lorsque l'Union est engagée dans une négociation politique, il faut pouvoir proposer que l'orientation de certaines actions de financement soit mise sur tels points d'application plutôt que sur tels autres.

Ceci étant dit, M. de Boissieu a regretté le manque de moyens auquel l'Union doit faire face en matière d'action extérieure PESC et la lourdeur des procédures permettant d'accroître le budget PESC lorsque le besoin s'en fait sentir pour une action déterminée. Il a noté que sur ce plan, l'UE était moins efficace que l'ONU, l'UEO, l'OTAN ou l'OSCE.

Il a regretté la maigreur des crédits inscrits au budget relatifs aux dépenses administratives du Conseil, ceux-ci étant de 400 millions d'Euro, soit 8 % du budget administratif des institutions. Il en résulte que le Conseil ne peut pas payer les représentants spéciaux, les crédits affectés à ceux-ci étant de 3,6 millions d'Euro. Donc, ce sont les États qui paient aujourd'hui 80 % de la dépense. En conséquence, seuls les grands États membres ont des représentants spéciaux car eux seuls peuvent les payer.

Le souhait exprimé par M. de Boissieu est que le Secrétariat Général du Conseil dispose de 50 millions d'Euro pour les actions PESC. Le Conseil en rendra compte, il y aura une décharge, a-t-il ajouté.

Quant à savoir pourquoi le traité n'a pas été appliqué, M. de Boissieu a rappelé que c'est une question que l'on s'est posé sur beaucoup de parties du traité. En matière de politique des transports, par exemple, pendant 30 ans, la Communauté a géré un "pour mémoire" budgétaire et l'heure d'été. Le traité n'a pratiquement pas changé et on a aujourd'hui une politique des transports. On a eu une politique des transports le jour où, sur la base du même traité, on a voulu avoir une politique des transports. Ce n'est donc pas le traité lui-même qui était en cause.

Concernant, la PESC, M. de Boissieu est d'avis que la plus grande difficulté n'est pas les rapports entre la Commission et le Haut Représentant Solana. C'est, que faire pour mettre en rapport la politique et les moyens des États ? Or, le budget d'action extérieure de la Communauté est de 6 milliards d'Euro. Le montant du budget d'action extérieure des États est d'environ 70/80 milliards d'Euro. La masse d'action la plus importante est donc dans la main des États.

Quant au traité de demain, si la construction demeure à peu près la même qu'aujourd'hui, M. de Boissieu confirme qu'il faut tout d'abord des bases juridiques claires. Ensuite, il faut clarifier le but et l'objectif de l'action menée en commun. Ce peut être une action commune, cela peut être aussi une action qui repose sur un système de répartition des rôles. Ceci dépend des circonstances. Troisièmement, il faut savoir quelle est la place non pas de la majorité qualifiée, mais de l'impossibilité de bloquer le fonctionnement du système. Le quatrième point, c'est de trouver un système financier qui ne laisse pas l'Union marginale parce que même pour l'aide publique au développement qui est son principal atout, l'Union, ce n'est que 15 % de l'aide publique au développement des États de l'Union. L'Union n'aura un rôle que si elle est un fédérateur et un catalyseur et non un seizième intervenant, a-t-il répété. Le seizième intervenant est voué à rester

marginal. Comment transformer l'Union pour en faire un fédérateur, sachant que certains moyens resteront durablement nationaux ? Pour les dépenses opérationnelles à la charge du budget, 35 millions, ce n'est pas suffisant, a-t-il déclaré. Il faut que le Haut Représentant ait un droit d'orientation de proposition sur l'utilisation politique de certains fonds. Dans ce cadre, la gestion de ces dépenses doit se faire soit par la Commission, soit par toute agence que les États membres voudront créer entre eux pour gérer des participations différenciées. M. de Boissieu a souhaité un "start-up fund", comme il y en avait un à l'UEO.

Enfin, pour les dépenses administratives, il a demandé que l'on donne au Secrétariat du Conseil les moyens de fonctionner, celui-ci ayant montré l'exemple de la modération.

Un des membres interrogea M. de Boissieu à propos de la fusion éventuelle des fonctions de Haut-Représentant et de commissaire aux relations extérieures. M. de Boissieu a déclaré ne pas être en faveur de la fusion des rôles, rappelant que la vraie question est de savoir comment fédérer sur des objectifs communs les moyens dont disposent les États membres, sauf à opérer un transfert de compétences au profit des Communautés, ce qui ne semble pas être à l'ordre du jour.

A un des membres l'interrogeant sur la nécessaire clarification du texte des traités afin que ceux-ci soient mieux respectés, M. de Boissieu a répondu que pour avoir une véritable politique extérieure de l'Union, une intégration des moyens et des objectifs est nécessaire avec une vraie solidarité entre États membres.

Un des membres posa la question de savoir si la PESC demandait une méthode intergouvernementale ou si le vote à la majorité qualifiée était adapté à la PESC. M. de Boissieu rappela que le principe clé de la méthode communautaire était l'identité absolue entre les droits et les obligations pour tous les États membres et que la vraie question ici était de savoir comment pourvoir au mieux aux intérêts de l'Union en modifiant le traité de sorte que l'on n'ait plus à faire face au veto d'un État membre non impliqué dans l'action à mener.

A un membre l'interrogeant sur le manque d'ambition de la politique extérieure de l'Union, M. de Boissieu plaida en faveur d'une définition par le Conseil des objectifs politiques de l'action extérieure tout en donnant davantage d'autonomie à la Commission pour gérer les programmes plutôt que de mettre en place des comités de gestion. A cela, devrait s'ajouter plus de rigueur dans les études d'impact ex post.

Aux questions portant sur la présidence de l'Union et du Conseil, M. de Boissieu a répondu que le choix de la présidence de l'Union dépendra de l'architecture d'ensemble. Quant à voir le Haut-Représentant présider le Conseil, M. de Boissieu s'est montré partisan de cette solution tout en maintenant le Haut-Représentant à la tête du Secrétariat Général.

Interrogé sur les aspects financiers de l'action extérieure, M. de Boissieu a souhaité que l'on mette en place un système permettant une meilleure répartition des rôles, ayant à l'esprit que dans ce domaine de nouvelles clés budgétaires doivent être conçues sachant que des considérations d'ordre géographique et historique sont d'une grande importance.
